

## Préfecture des Hautes-Pyrénées

### Commune de CAMALES

# PROJET de PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

## AVIS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

**Rappel sommaire de l'objet de l'enquête,  
du contexte et des éléments principaux  
concernant le déroulement de l'enquête publique**

#### a) Objet et contexte de l'enquête :

Il concerne le projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de la commune de **Camalès**.

Toutefois, les études ont été réalisées de façon simultanée, de manière à englober l'enveloppe des phénomènes naturels qui sont susceptibles de toucher les territoires des 29 communes du secteur dit du « Moyen Adour », au sein duquel sont susceptibles de se développer les risques. (Inondation, séismes, retrait/gonflement des argiles et glissements de terrains)

Si le périmètre de l'étude générale cernait l'ensemble des territoires du département arrosés par l'Adour et ses affluents en aval de Tarbes, le dossier/projet mis à l'enquête a concerné 29 communes du secteur Sud-Est du chef-lieu, soit : Ansost, Artagnan, Aurensan, Auriébat, Barbachen, Bazet, Bazillac, Bours, **Camalès**, Castéra-Lou, Chis, Dours, Escondeaux, Gensac, Lacassagne, Lafitole, Lescurry, Liac, Marsac, Monfaucon, Orleix, Rabastens-de-Bigorre, Sarniguet, Sarriac-Bigorre, Sauveterre, Ségalas, Tostat, Ugnouas, et Villenave-près-Marsac.

Néanmoins, un projet de dossier réglementaire a été établi pour chacune des 29 communes.

## **b) Éléments principaux concernant le déroulement de l'enquête :**

Bien que la démarche visait à l'établissement d'un document PPRN par commune, les études d'aléas, génératrices des zones susceptibles d'être inondées en cas de crues de type centennal, ont porté sur l'ensemble du secteur aval de l'Adour, au Nord-Est de l'agglomération tarbaise.

**Ainsi, l'essentiel des observations recueillies au cours de l'enquête ont été réunies par grands thèmes constatés sur l'ensemble des communes situées dans ce même bassin hydrologique.**

**Cela a permis d'analyser de façon plus rationnelle, les effets des inondations centennales susceptibles de se produire, ces évènements exceptionnels ignorant bien entendu les limites administratives communales.**

L'enquête a mis en évidence que c'est **le risque inondation** qui a provoqué le plus de réactions du public et des communes en raison des réglementations qu'il impose selon les zones, mais surtout de ses répercussions indirectes au niveau des documents de planification (PLU et PLUi notamment) sur lesquels le zonage PPR se superpose et s'impose de façon prépondérante.

Les autres risques, notamment « **Séismes** », « **retrait/gonflement des argiles** » et « **glissements de terrains** », déjà pris en compte au titre de l'application du droit des sols n'ont pas (ou peu) fait l'objet d'observations du public.

## **Avis et Conclusions de la commission d'enquête**

**Après avoir :**

- Étudié le dossier et reconnu le terrain en liaison avec les élus communaux et les services de l'État concernés,
- Fait des recherches complémentaires sur les crues de l'Adour avant 1952,
- Noté les conclusions du bilan de la concertation préalable et les avis des personnes publiques consultées,
- Pris appui sur les informations complémentaires recueillies auprès des partenaires de la démarche et sur des responsables d'institutions locales,
- Enregistré les observations émises par le public telles que référencées et résumées ci-après concernant la commune de **Camalès** :

Porteurs d'observations	Réf. Reg.	Résumé des observations par la commission d'enquête.
SERRE Jean Maire	36	Demande révision du classement en zone rouge des parcelles 52,76,77,114,155,159, ZB 23,34,74 et 113. (Projet de centrale photovoltaïque)
SEMPE Jean Maire	37	Projet de PPRN semble incohérent dans son ensemble.
	38	Le fond de plan n'est pas à jours.

- Produit les observations de la commission d'enquête se rapportant à des généralités transversales relevées sur l'ensemble des dossiers de 29 communes du périmètre d'études et figurant, de façon détaillée, dans le rapport soit :
    - A – Organisation de la concertation,
    - B – Document graphique du dossier règlementaire,
    - C – Limites interzones,
    - D – Zones bleues,
    - E – Zones jaunes,
    - F – Retrait : gonflement des argiles.
  - **Analysé les observations du public et de la commission d'enquête par appui sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage suite à la communication de la synthèse des observations,**
  - Effectué en tant que nécessaire des visites sur sites.
  - Rencontré à plusieurs reprises le chargé d'études des services de l'État et la municipalité de Camalès, et obtenu les informations complémentaires nécessaires à la compréhension du dossier et des spécificités du territoire,
  - Consulté les documents de planification et divers autres documents,
  - Rencontré et contacté plusieurs personnes ressources,
  - Appréhendé les effets des risques tels que développés dans le dossier projet,
  - Visité certains secteurs sensibles lors des fortes précipitations localisées ayant eu lieu lors de la période d'enquête,
  - Pris appui sur les analyses telles que développées dans le rapport,
- Considérant ainsi que les présentes conclusions sont fondées sur un ensemble suffisant d'éléments, il est dit :**
- Que la démarche d'établissement du Plan de Prévention des Risques Naturels concernant la commune de Camalès permet :
    - De définir une cartographie et une réglementation permettant de réduire à terme la vulnérabilité des inondations exceptionnelles envers les biens et les personnes,

- De disposer d'éléments fondamentaux réglementaires pour l'établissement du Plan Communal de Sauvegarde. (PCS)
- De faciliter l'élaboration et la gestion des documents de planification (Urbanisme) et l'instruction des actes d'Application du Droit des Sols. (ADS)

**En conséquence,**  
**La commission d'enquête émet un AVIS FAVORABLE au projet de Plan de Prévention des Risques naturels Prévisibles concernant la commune de Camalès**  
**Par appui sur les démarches ci-dessus rappelées et découlant des analyses figurant dans le rapport, cet avis favorable est cependant assorti de 2 recommandations.**

## Recommandations :

### **1 - Concernant le dossier réglementaire :**

(Observation B)

**a) Dossier réglementaire global :** (Bordereau des pièces)

Il est recommandé de référencer les pièces de ce dossier comme suit :

- 1 - Rapport de présentation,
- 2 - Document graphique,
- 3 - Règlement

**b) Document graphique :** (Pièce 2 du dossier réglementaire)

Il est recommandé de compléter la légende du document graphique comme suit :

- Ajouter la zone blanche (à titre informatif) en indiquant que selon le dossier cette zone n'est pas susceptible d'être concernée par des hauteurs d'eau et des vitesses du fluide supérieures à celles des zones réglementaires (Rouges, jaunes ou bleues)
- Au niveau de la légende des zones réglementaires, préciser rouges, jaunes et bleues, préciser sommairement les principales exceptions permettant la réalisation de travaux, notamment sur les bâtiments existants avant l'approbation du PPRN.
- Indiquer à la suite du titre « ZONAGES RÉGLEMENTAIRES » : « *Voir définition détaillée sur le règlement* » en citant les articles correspondants (Pièce 3 du dossier réglementaire)

**c) Règlement :** (Pièce 3 du dossier réglementaire) **Il est recommandé** de mettre en cohérence et complémentarité la nouvelle formulation de la légende (recommandation ci-dessus) et les articles correspondants du règlement concernant les possibilités limitées d'extension.

Justifications : Si par définition le dossier réglementaire qui figurera en annexe du document d'urbanisme est rédigé de façon adaptée à l'instruction de l'application du droit des sols par les personnes initiées, l'enquête a mis en évidence que les vocables

« inconstructible » ou « constructible sous conditions » tels que lus sur la légende du premier document consulté (Plan des zones à risques) n'ont été que rarement bien compris.

Cela malgré l'invitation de la commission d'enquête à consulter le règlement faisant état des possibilités d'aménagement certes limités mais possibles, notamment pour les habitations existantes.

Aussi, un renvoi au règlement écrit pour chacune des légendes du document graphique serait de nature à faciliter la lecture du dossier par le public sans affaiblir son caractère réglementaire.

Cela d'autant plus que l'espace libre sur le document graphique le permet sans bouleversement de la mise en page.

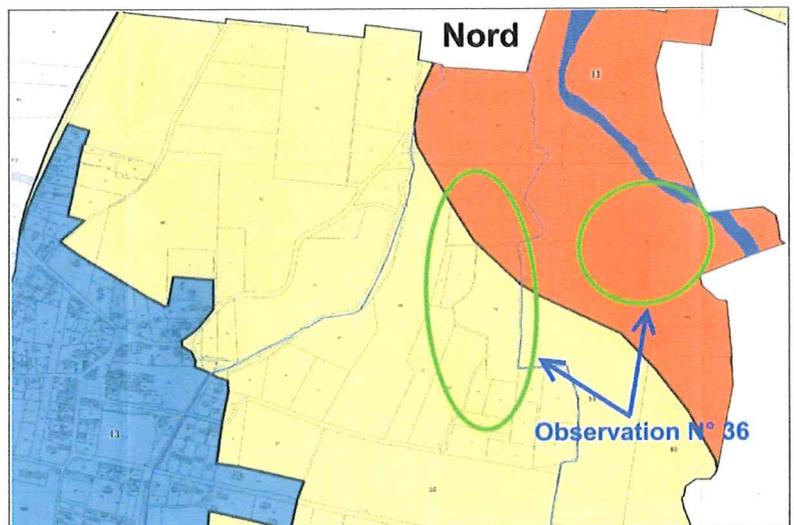
## **2 - Concernant le maintien en zone rouge des 2 secteurs:**

### **Observation N° 36**

**Il est recommandé** de maintenir en zone rouge les différentes parcelles cerclées ci-contre.

#### Justifications:

La crue de référence prise en compte dans l'étude 1952 est la crue de centennale, crue de référence nationale prise en compte pour l'élaboration du PPR et non les crues courantes. De plus, l'aléa fort est défini par la hauteur d'eau supérieure à 1,00m et/ou vitesse supérieure à 0,50m/s (1,8km/h), sachant que sur la plaine de l'Adour le facteur vitesse est prépondérant et que les hauteurs sont rarement supérieures à 0,50m.



Le facteur vitesse est le plus dangereux pour les personnes surtout pour les enfants qui peuvent être entraînés par le courant d'eau.

De plus les 2 secteurs ne sont pas jointifs

les parcelles en zones jaunes non constructibles, ne sont pas bâties de plus elles sont éloignées du centre du village.

Ces zones ont été définies lors du projet de PPRN afin de permettre l'étalement des crues dans les zones non urbanisées et non équipées

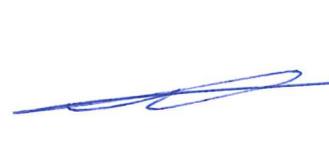
**Nota :** Les observations N° 37 et 38 développées et analysées dans le chapitre V du rapport ne font l'objet d'aucune recommandation.

Le 7 août 2018,

Les membres de la commission d'enquête,

  
Christian FALLIÉRO

  
Tony LUCANTONIO

  
Christian BESSIÈRE

